

Unité départementale du Hainaut
Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CILA SAS

39 rue Voltaire
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : V2/2025-124
Code AIOT : 0007001511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement CILA SAS implanté 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection porte sur :

- le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sur la thématique « eau », pris par M. le Préfet du Nord suite à la visite d'inspection précédente du 22/03/2023, relative aux meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) ;
- les suites données aux autres constats réalisés lors de l'inspection précédente MTD WT du 22/03/2023 ;
- l'analyse des PFAS dans les effluents aqueux conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CILA SAS
- 39 rue Voltaire 59620 Aulnoye-Aymeries
- Code AIOT : 0007001511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CILA est spécialisée dans la régénération des huiles usagées claires. Le traitement consiste en :

- un préchauffage des huiles et décantation ;
- une déshydratation par désorption ;
- une filtration pour l'extraction des fractions granulométriques.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 1982 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 novembre 1988 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux d'huiles usagées claires. La capacité annuelle de traitement est de 2870 t/an ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux - Régénération d'huiles usagées claires pour une capacité maximale de 20 t/j ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées claires à traiter pour une capacité maximale de 120 t.

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

De plus, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en juin 2021 modifié en juillet 2021, relatif au transit d'huiles noires, au traitement des déchets non dangereux et à la réorganisation des stockages.

Ces nouvelles activités relèvent des rubriques suivantes :

- 2718 : Installation de transit d'huiles noires dangereuses, sous le régime de l'autorisation. La quantité maximale susceptible d'être présente est de 28 t.
- 2791 : Installations de traitement d'huiles usagées claires non dangereuses, sous le régime de la

déclaration. La capacité maximale de traitement est de 9 t/j et de 1 000 t/an.

- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux d'huiles usagées. Le site est déjà autorisé au titre de cette rubrique pour une capacité maximale de 120 t et le projet ne conduira à aucune augmentation des capacités de stockage.

Par courrier du 26 juillet 2021, l'Inspection a informé l'exploitant de l'absence de caractère substantiel des modifications sollicitées.

Pour l'application de l'arrêté ministériel MTD WT du 17 décembre 2019, les activités de régénération d'huiles usagées exercées par CILA entrent dans le champ d'application du secteur de traitement physico-chimique des déchets par reraffinage d'huiles usagées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Demande d'action corrective	30 jours
2	MTD Générique - Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Demande d'action corrective	30 jours
5	Analyses des PFAS dans les effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et article 4	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Récolement MED - Surveillance des effluents aqueux	AP de Mise en Demeure du 24/10/2024, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	MTD Générique et spécifique – Valeur limite d'émission des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 24/10/2024, article X Annexe 3.1 et article IX Annexe 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites aux constats réalisés lors de la présente inspection, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024, relatives à la surveillance des rejets aqueux, sont respectées.

Les autres articles de cet arrêté n'ont pas été examinés, le délai de mise en conformité n'étant pas échu.

Les constats réalisés lors de l'inspection précédente MTD WT du 22/03/2023 ont déjà fait l'objet de faits avec suites administratives pour lesquels l'exploitant a apporté des mesures correctives. Les constats de la présente visite d'inspection, conduisent l'Inspection des installations classées à formuler 2 faits avec suites administratives, avec demande d'action corrective.

Concernant l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux, l'Inspection des installations classées formule 2 faits avec suites administratives, avec demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique - Inventaire des flux d'effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la

conductivité ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;

c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;

c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;

d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023

L'inventaire disponible au 18/04/2023 ne contient pas l'ensemble des informations réglementairement requises (*Fait susceptible de suites 1*).

En particulier cet inventaire ne comprend pas ou est incomplet vis-à-vis des points suivants :

-caractéristiques des déchets à traiter : nature exacte des différentes catégories de déchets entrants ; l'inventaire ne fait état que de la présence d '« huiles » ;

-composition des déchets ;

-description des procédés ;

-schémas des procédés ; ceux-ci doivent montrer l'origine des émissions de façon différenciée et non globalisée, et identifier les zones d'émissions (canalisées ou diffuses) ;

-identification des effluents aqueux, notamment vis-à-vis du lavage des containers ;

-composition exhaustive des effluents aqueux et gazeux et identification des substances pertinentes ;

-justification de la non pertinence de la surveillance des paramètres nommément désignés dans l'arrêté ministériel MTD WT pour les flux d'effluents aqueux (PFOA et PFOS notamment).

Réponse apportée par l'exploitant

Par courrier du 17/10/2023, l'exploitant a apporté des éléments de réponse aux constats formulés lors de la visite d'inspection du 22/03/2023 et a présenté un inventaire actualisé figurant dans un dossier de porter à connaissance daté du 17/10/2023 ayant notamment pour objet la modification des installations d'entreposage et de traitement des déchets d'huiles usagées.

Constats de la présente visite d'inspection du 28/02/2025

Sur la forme, l'intégration de l'inventaire des flux d'effluents dans ce dossier de porter à connaissance, en réponse aux non-conformités relevées lors de la visite d'inspection précédente semble peu pertinente.

Il y a lieu de distinguer les sujets et les supports documentaires associés :

- modifications des conditions d'exploitation du site d'une part ;
- mise en conformité de l'exploitant vis-à-vis de son inventaire des flux d'effluents et de la réalisation de l'autosurveillance des effluents imposée d'autre part.

Il est souligné que l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux réglementairement attendu doit être un document autoportant, établi et tenu à jour par l'exploitant dans le cadre de son système de management environnemental.

Sa présence au sein d'un dossier de porter à connaissance présenterait un intérêt en termes de comparaison de l'évolution des émissions du site liées aux modifications objets du porter à connaissance, mais cela n'est pas le cas ici.

Sur le fond, l'inspection note que l'inventaire présenté au travers du dossier de porter à connaissance a été complété au regard des observations formulées lors de la visite précédente, néanmoins il n'est toujours pas suffisamment exhaustif et comporte des erreurs (VLE opposables pour le brûleur gaz, ...).

En séance, l'inspection a précisé les attendus vis-à-vis de cet inventaire.

De plus, les échanges menés autour de cet inventaire lors de la visite d'inspection ont permis d'identifier l'existence d'un point de rejet canalisé des émissions atmosphériques correspondant à la cheminée commune reliée aux dispositifs d'extraction situés :

- au-dessus de la cuve AL ;
- au-dessus de la cuve F3.

Ce point de rejet n'avait jusqu'alors pas été identifié par l'exploitant dans son inventaire alors :

- qu'il n'est pas récent et est en place depuis « longtemps » selon les déclarations de l'exploitant ;
- qu'il entre dans le périmètre IED, s'agissant des émissions liées au traitement des huiles usagées ;
- qu'il fait l'objet de mesures d'autosurveillance dont les dernières datent de décembre 2023 et février 2025 : 1 mesure sur la canalisation de la cuve AL et une mesure sur la canalisation de la cuve F3.

Ce point de rejet canalisé n'a pas davantage été recensé :

- dans les arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement des installations ;
- dans le dossier de réexamen que l'exploitant a transmis suite à la parution des conclusions sur les MTD WT.

Ce point de rejet canalisé n'a pas non plus été mentionné lors de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023 dédiée au respect des dispositions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019 et qui a notamment porté sur les émissions atmosphériques diffuses et canalisées du site. Visite d'inspection à la suite de laquelle l'exploitant a été mis en demeure faute de collecte des émissions diffuses de COV au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles

usagée par re-raffinage (Constat avec suites n°4).

[Note de l'inspection : le délai de mise en conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sur ce point n'est pas échu et fera l'objet d'une future visite d'inspection dédiée.]

Compte tenu de ces éléments, par courriel du 08/04/2025, l'exploitant a présenté un inventaire actualisé (figurant une nouvelle fois dans le dossier de porter à connaissance modifié daté du 06/04/2025).

L'examen de cet inventaire actualisé au 08/04/2025 appelle les remarques suivantes :

Généralités

L'inventaire doit être davantage détaillé.

Les schémas des procédés sont macroscopiques et ne montrent que des émissions globalisées sur le site, à l'exception toutefois des cuves AL et F3, dont une captation des émissions est finalement réalisée comme développé ci-dessus.

L'inventaire doit constituer un document autoportant avec notamment :

- la description de chaque étape du procédé de traitement des huiles des équipements associés (capacité de l'équipement, dispositif de chauffe, équipement fermé,) ;
- le plan détaillé de localisation des installations ;
- le schéma de chaque étape du procédé de traitement de manière à montrer l'origine des émissions de façon différenciée et non globalisée, et identifier les zones d'émissions (canalisées ou diffuses) ;
- le plan de localisation des exutoires (rejets aqueux et rejets atmosphériques) ;
- les dispositifs de captation des effluents ;
- les dispositifs de traitement des effluents ;
- les caractéristiques des exutoires (hauteur, débit maximum, vitesse,...) ;
- les caractéristiques des rejets (substances, concentration, flux,...) ;
- les dispositions réglementaires s'appliquant aux points de rejet (programme d'autosurveillance (substance, fréquence), valeurs limites d'émissions des substances pertinentes...) ;
- ...

Rejets aqueux

L'inventaire présente le programme d'autosurveillance des rejets aqueux (substances et fréquence) et les valeurs limites associées. Celui-ci prend en compte les dispositions réglementaires opposables.

A noter toutefois que la comparaison des résultats de l'autosurveillance sur le paramètre hydrocarbures est réalisée au regard de la valeur limite prise égale à 10 mg/l (arrêté ministériel MTD WT) alors que l'arrêté préfectoral du site prescrit une valeur plus contraignante (5 mg/l).

L'exploitant a identifié une valeur limite pour les PFOS de 25 µg/l issue selon les informations présentées de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux MTD du BREF WT. L'inspection rappelle à l'exploitant que cette valeur limite est issue de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'arrêté

ministériel du 17/12/2019 prescrit quant à lui une fréquence de surveillance semestrielle de ce paramètre (cf. point de contrôle n°3).

Rejets atmosphériques

Le schéma de l'inventaire « conduits et rejets CILA » identifie un rejet canalisé correspondant au brûleur de la chaudière au gaz naturel servant au préchauffage de la cuve AL.

Ce rejet n'est en revanche pas repris dans la suite du document dédiée aux caractéristiques des rejets et aux dispositions réglementaires associées.

Concernant les rejets canalisés des cuves AL et F3 et les émissions de COVt, le point IX du 3.4 de l'arrêté ministériel MTD WT précise que « La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 ». Aussi l'inventaire indique que les rejets ne sont pas soumis à la valeur limite définie par l'arrêté ministériel MTD WT pour les COVt compte tenu du flux émis (inférieur à 2 kg/h) et de l'absence de substance CMR pertinente, « ni donc à l'obligation semestrielle de surveillance ».

D'une part, cette dernière affirmation n'est pas recevable, la surveillance semestrielle des COVt s'applique même en l'absence de VLE opposable.

L'exploitant devra donc prendre en compte cette fréquence de surveillance semestrielle. A noter que les dernières mesures datent de février 2025.

D'autre part, l'exploitant devra justifier qu'aucune substance CMR n'est effectivement pertinente pour ses émissions atmosphériques, à défaut la VLE s'applique.

L'inventaire n'identifie que des rejets diffus issus du filtre presse. La démonstration de l'absence d'autres sources d'émissions diffuses au sein des bâtiments abritant les activités de traitement des huiles usagée par re-raffinage n'est pas réalisée (cf. observation au § « généralités »).

Faits avec demande d'action corrective 1 : L'inventaire disponible au 08/04/2025 ne contient pas l'ensemble des informations réglementairement requises et ne prend pas en compte toutes les dispositions réglementaires opposables aux rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra un inventaire exhaustif contenant l'ensemble des informations réglementaires requises, établi dans le cadre du système de management environnemental du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : MTD Générique - Capacité de stockage appropriée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)

Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique - Capacité de stockage appropriée

Prescription contrôlée :

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023

La visite d'inspection précédente a permis de constater que le temps de séjour maximal des déchets n'était pas fixé (*Fait susceptible de suites 2*).

Réponse apportée par l'exploitant

Par courrier du 17/10/2023, l'exploitant a apporté des éléments de réponse aux constats formulés lors de la visite d'inspection du 22/03/2023 néanmoins aucun ne concerne le temps de séjour maximal.

Constats de la présente visite d'inspection du 28/02/2025

L'exploitant a présenté la procédure d'admission (ref. QSE_200402_P) modifiée en février 2025 qui intègre un délai maximum de traitement des huiles de 30 jours après réception.

Le registre de traçabilité des déchets (entrants/sortants) présente un indicateur correspondant :

- au délai de traitement des huiles, une fois traitées ;
- à défaut, au temps de présence des huiles en attente de traitement.

Cet indicateur permet un suivi quotidien par le responsable de production.

Il y a lieu de distinguer le temps d'entreposage suite à réception et jusqu'au traitement des déchets d'huiles du temps global de séjour des déchets d'huiles sur le site, qui comprend le temps d'entreposage des déchets après leur traitement.

L'exploitant n'a pas justifié du suivi du temps d'entreposage des déchets après leur traitement, ni de la définition d'un temps d'entreposage maximal après traitement.

L'inspection rappelle que la sortie du statut de déchet est conditionnée au respect des critères réglementaires, il n'est donc pas exclu que les huiles puissent rester des déchets après leur traitement.

Faits avec demande d'action corrective 2 : L'exploitant définira un temps de séjour maximal des déchets comprenant le temps d'entreposage des déchets après traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant précisera les dispositions prises concernant la gestion du temps de séjour maximal des déchets sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Récolement MED - Surveillance des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/10/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Récolement MED - Surveillance des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Article 1 - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019

La société CILA SAS exploitant une installation de régénération d'huiles usagées claires sise 39 rue Voltaire sur la commune d'Aulnoye-Aymeries est mise en demeure de respecter les dispositions du X de l'annexe 3.1 et du IX de l'annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 susvisé en réalisant la surveillance des effluents aqueux du site, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats commentés de cette surveillance sont transmis à l'Inspection des installations classées.

[Arrêté Ministériel du 17/12/2019 :

MTD Générique

Annexe 3.1

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle

<i>Demande chimique en oxygène (DCO) (4)</i>	<i>180 mg/L (6)</i>	<i>mensuelle</i>
<i>Carbone organique total (COT) (4)</i>	<i>60 mg/L</i>	<i>mensuelle</i>

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence de surveillance (1)</i>
<i>PFOA</i>	<i>semestrielle</i>
<i>PFOS</i>	<i>semestrielle</i>

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

MTD spécifique

Annexe 3.4

IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

[...]

Effluents aqueux :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement : Reraffinage des huiles usagées

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (7) Cr : 0,15 mg/L (8) Cu : 0,5 mg/L (9) Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L (10) Zn : 1 mg/L	mensuelle
Mercure (Hg) (4)	5 µ g/L	mensuelle
Indice phénol	0,2 mg/L (11)	mensuelle
Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (11)	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance ne sont applicables que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux

(inférieure à 12 °C).

(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées de chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).

(7) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, la valeur limite d'émission est 25 µ g/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 25 µ g/L et 0,05 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(8) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,15 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(9) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,25 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,25 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(10) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(11) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.]

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023

Le process de traitement des huiles usagées claires exercées sur le site n'utilise pas d'eau.

Selon l'exploitant, l'activité de lavage de containers est très épisodique et se limite à environ 20 IBC/an. Les eaux de lavage sont récupérées et gérées en filières externes (déchets).

Les effluents aqueux du site sont :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées du site notamment les voiries ;
- les eaux de pluie contenues dans les rétentions extérieures.

Les eaux de ruissellement sont collectées par le réseau eaux pluviales et traitées par un séparateur à hydrocarbures puis rejoignent le réseau public d'assainissement en un point unique de rejet.

Les eaux des rétentions sont rejetées de façon ponctuelle au réseau de collecte des eaux pluviales du site après contrôle de leur qualité.

Lors de la visite du 22/03/2023, l'inspection des installations classées a constaté que la surveillance des effluents aqueux n'est plus réalisée depuis septembre 2021 malgré les épisodes pluviaux intervenus :

- La fréquence mensuelle de surveillance des effluents aqueux sur les paramètres génériques MES, DCO/COT, visés par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas respectée (Constat avec suites n°1).
- La fréquence mensuelle de surveillance des effluents aqueux sur le paramètre spécifique indice hydrocarbure visé par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas respectée (Constat avec suites n°2).

- La surveillance des effluents aqueux sur les autres paramètres spécifiques (arsenic cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, indice phénol, azote total) visés par l'arrêté ministériel MTD WT n'est pas réalisée (*Constat avec suites n°3*).
- L'exploitant doit en outre justifier que les paramètres PFOA et PFOS ne sont pas pertinents pour son flux d'effluents aqueux via l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel MTD WT.

En conséquence, M. le Préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 24/10/2024.

Constats de la présente visite d'inspection du 28/02/2025

En séance, l'exploitant a présenté la procédure de prélèvement des effluents aqueux afin d'en assurer la surveillance (ref. QSE_200603_P datée du 09/2023). Celle-ci prévoit la réalisation d'un prélèvement mensuel et :

- d'une analyse mensuelle sur les paramètres génériques (MES, DCO et COT) visés par l'arrêté ministériel MTD WT ;
- d'une analyse mensuelle sur les paramètres spécifiques (indice hydrocarbure, arsenic cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, indice phénol, azote total) visés par l'arrêté ministériel MTD WT ;
- d'une analyse semestrielle sur les paramètres PFOA et PFOS visés par l'arrêté ministériel MTD WT.

Le programme de surveillance des effluents aqueux défini par l'exploitant répond aux exigences réglementaires.

L'exploitant a présenté la synthèse des résultats d'autosurveillance des effluents aqueux depuis juillet 2023. L'inspection constate :

- que les paramètres à analyser sont exhaustifs depuis février 2024 ;
- que les fréquences de surveillance sont respectées sauf en raison d'absence de précipitations, s'agissant exclusivement de rejet d'eaux pluviales, que l'exploitant trace dans son fichier et lors de la transmission de ses résultats d'autosurveillance via l'application GIDAF.

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/10/2024 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique et spécifique – Valeur limite d'émission des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/10/2024, article X Annexe 3.1 et article IX

Annexe 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, MTD Générique et spécifique – Valeur limite d'émission des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 17/12/2019

MTD Générique

Annexe 3.1

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins

égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

MTD spécifique

Annexe 3.4

IX. Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets

[...]

Effluents aqueux :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement : Reraffinage des huiles usagées

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Indice hydrocarbure	10 mg/L	mensuelle
Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L (7) Cr : 0,15 mg/L (8) Cu : 0,5 mg/L (9) Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L (10) Zn : 1 mg/L	mensuelle

Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	mensuelle
Indice phénol	0,2 mg/L (11)	mensuelle
Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (11)	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance ne sont applicables que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).

(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées de chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).

(7) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, la valeur limite d'émission est 25 µg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 25 µg/L et 0,05 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(8) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,1 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,1 mg/L et 0,15 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(9) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,25 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,25 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(10) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 5 g/j, la valeur limite d'émission est 0,2 mg/L. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 0,2 mg/L et 0,5 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(11) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Arrêté préfectoral du 22/04/1982

Article 3.2.3

[...] A la sortie du déshuileur, un contrôle mensuel sera opéré pour déterminer la quantité

d'hydrocarbures contenue, cette valeur ne devra pas dépasser 5 ppm par la méthode d'analyse conforme à la norme NFT 90 202.

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023

Le respect des valeurs limites d'émission n'avait pu être examiné lors de la visite d'inspection précédente du 22/03/2023 compte tenu de l'absence de surveillance des effluents aqueux depuis septembre 2021.

Constats de la présente visite d'inspection du 28/02/2025

Résultats du contrôle inopiné du 12/06/2024

Un contrôle inopiné EAU a été réalisé le 12/06/2024 et met en évidence la non-conformité des rejets aqueux sur le paramètre hydrocarbures : 8,1 mg/l pour une VLE de 5 mg/l.

Par courrier du 08/08/2024, l'inspection a invité l'exploitant à apporter les explications quant à ce dépassement et à indiquer les actions correctives pour y remédier.

Par courrier du 19/08/2024 l'exploitant a apporté des éléments de réponse jugés, pour la plupart, irrecevables par l'inspection.

Par courrier du 03/09/2024, l'exploitant a donc complété son analyse.

Il en résulte qu'un retard dans l'opération de curage du séparateur à hydrocarbures serait à l'origine du dépassement constaté lors du contrôle inopiné, opération qui a été réalisée la semaine suivant le contrôle inopiné. L'exploitant indique effectuer un curage tous les trimestres : par lui-même et par un prestataire extérieur une fois par an.

En séance, l'exploitant a présenté :

- son registre informatisé pour le suivi des vérifications générales périodiques (VGP) dans lequel figurent les opérations trimestrielles de nettoyage du séparateur à hydrocarbures ;
- les résultats de l'autosurveillance (cf. ci-dessous) qui permettent de mettre en évidence un retour à la conformité des effluents.

Résultats de l'autosurveillance

En séance, l'exploitant a présenté la synthèse des résultats d'autosurveillance des effluents aqueux depuis juillet 2023. L'inspection constate :

- que les paramètres à analyser sont exhaustifs depuis février 2024 ;
- que les VLE considérées par l'exploitant sont les plus contraignantes parmi celles opposables et notamment pour le paramètre hydrocarbures pour lequel l'arrêté préfectoral du site prescrit une valeur plus contraignante (5 mg/l) que celle de l'arrêté ministériel MTD WT (10 mg/l) ;
- que les résultats d'autosurveillance respectent les VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyses des PFAS dans les effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des PFAS dans les effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Cette campagne porte sur :</p> <p>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; [...]</p> <p><u>Article 4</u> [...] II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>La société CILA est concernée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'établissement est concerné par la troisième vague d'analyse des PFAS en application de cet arrêté ministériel. Selon les termes de l'article 4 - II de cet arrêté, pour l'établissement, la première campagne d'analyse devait être réalisée sous neuf mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel, soit avant le 27/03/2024, suivie de deux autres campagnes à fréquence mensuelle. Les trois campagnes d'analyse pour l'établissement devaient donc être réalisées pour le 27/05/2024.</p> <p>A l'échéance du délai réglementaire, l'exploitant n'avait réalisé qu'une unique campagne d'analyses des PFAS, en février 2024.</p>

L'exploitant a donc reçu un courrier le 05/08/2024 lui rappelant ses obligations réglementaires en la matière.

Par courrier du 19/08/2024 puis du 03/09/2024, l'exploitant a expliqué rencontrer des problèmes avec son prestataire initial et avoir contractualisé avec un nouveau prestataire.

Ainsi, les 2 autres campagnes d'analyses des PFAS ont été réalisées en septembre 2024 et en novembre 2024. Les résultats ont été communiqués via l'application GIDAF.

Néanmoins, l'examen des résultats d'analyses mettent en évidence :

- **que lors de la seconde campagne d'analyses menée en septembre 2024, le paramètre AOF n'a pas été analysé.** Dans son courriel du 11/03/2025 post-visite, l'exploitant propose de réaliser l'analyse manquante ;
- **que malgré l'absence d'analyse, l'exploitant a renseigné une valeur en concentration pour le paramètre AOF dans GIDAF.** En séance l'exploitant s'est engagé à corriger ses déclarations sous GIDAF ;
- **des erreurs d'unités reportées dans GIDAF pour les paramètres MES, DCO, COT pour les campagnes de septembre 2024 et novembre 2024 ;**
- **une erreur de concentration en COT (1,5 mg/l contre 44 mg/l) pour la campagne de septembre 2024.**

Les autres observations relatives à la limite de quantification de la première campagne d'analyses sur le paramètre AOF et à l'accréditation du laboratoire d'analyses soulevées en séance, ont fait l'objet d'un complément d'information de l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection, par courriel du 11/03/2025.

A la date de rédaction du présent rapport :

- l'exploitant n'a pas informé l'inspection de la concrétisation d'une nouvelle analyse du paramètre AOF ;
- l'exploitant n'a pas procédé à la correction de ses déclarations GIDAF pour les campagnes d'analyse PFAS de septembre 2024 et novembre 2024.

Faits avec demande d'action corrective 3 : L'exploitant ne dispose que de 2 analyses sur le paramètre AOF présent dans ses rejets aqueux.

Faits avec demande d'action corrective 4: Certaines valeurs déclarées dans GIDAF pour les campagnes de septembre 2024 et novembre 2024 sont erronées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant procédera à l'analyse du paramètre AOF dans ses rejets aqueux conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 (notamment prélèvements réalisés à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures).

Dans un délai maximum de 7 jours, l'exploitant procédera à la correction de ses déclarations GIDAF pour les campagnes d'analyse PFAS de septembre 2024 et novembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours